



ATELIERS PROPOSÉS

21 Juin, 2016

Le matin du 21 juin est dédié à un certain nombre de questions et de relatives ateliers proposés par les organisations membres:

- 1) Inter-coopération, réseautage et co-construction [S4A, Solidarius]
- 2) Repenser l'économie, le travail et l'entreprise solidaire [INEES]
- 3) Impact & social audits [ADEPES + UFISC]
- 4) Panorama - cartographie & visibilité [MES + Socioeco]
- 5) Systèmes alimentaires locaux et ESS [URGENCI]
- 6) Lois de ESS & politiques publiques [UFISC + MES, RTES]

D'autres ateliers peuvent être proposés ou émergent des discussions.

Atelier 1

Inter-coopération, co-construction, réseautage entre les membres du RIPESS EU

Facilitation: Georgia Bekridaki (Solidarity for All), Jason Nardi (Solidarius Italia)

Cet atelier a été rendu nécessaire lors des rencontres antérieures (Florence, Berlin, en Grèce) où s'est avéré le besoin entre les membres non seulement d'explorer des possibilités de coopérations et contributions potentielles, mais aussi d'être amenés à se connaître plus en profondeur, de promouvoir la dimension européenne de la situation socioéconomique actuelle, de partager les connaissances obtenues par chacun des partenaires.

Faire la cartographie des besoins actuels et permanents de nos réseaux, partager les bonnes pratiques et les documents sur les thèmes de l'ESS, mettre en parallèle les besoins cités plus haut, partager des outils opérationnels communs (le site du Ripess EU, socioeco.org, soleclopedia et d'autres), ouvrir un débat en interne sur les aspects théoriques ou les approches de l'ESS, mettre au point une méthode de travail sur tous ces points serait une bonne piste de travail.

Atelier 2

Repenser l'économie, le travail et l'entreprise solidaire dans un environnement en transition

Facilitation: Eric Lavillunière (INEES)

Poursuivre notre objectif global de changement systémique nous oblige à repenser les fondements mêmes de l'économie (sous-entendue capitaliste) basée sur l'entreprise individuelle privée et une concurrence libre et non-fauscée. Ce système, censé apporter le bien-être des populations, fonctionne sur la recherche d'une croissance effrénée (sur une planète aux ressources limitées) et produit des inégalités (chômage, écarts de revenus, pauvreté ...), un environnement dégradé (réchauffement climatique, épuisement des matières premières, recul de la biodiversité...) et une concurrence acharnée qui produit des guerres, le repli sur soi, la montée des intégrismes...

L'économie solidaire ne veut pas être la voiture-balai de ce système, ni la soupape de sécurité qui l'empêcherait d'exploser. D'autres mouvements comme l'économie des communs, des villes en transition ou de la décroissance travaillent également concrètement à mettre en œuvre la transition axée sur ce changement de paradigme global. L'idée de cet atelier est de produire une vision ancrée: sur les nouvelles théories économiques, nos pratiques et les méthodologies en construction.

Ainsi nous aborderons:

- Les questions théoriques
- Les alliances avec d'autres mouvement
- La vie des entreprises solidaires à travers les questions du marché social, de la construction des prix, de la gestion des ressources...
- Les outils méthodologiques: dans l'accompagnement de projet et dans la conduite de l'entreprise

Afin de dégager quelques pistes-clés de travail.

Atelier 3

Impact & social audit

Facilitation: Berenice Dondeyne (ADEPES), Laure Aufrere (UFISC)

Les initiatives qui développent des activités d'économie solidaire pensent et façonnent leurs activités pour qu'elles participent au bien commun des habitants. Ces organisations pensent l'impact et l'utilité de leurs activités du local jusqu'au global. Elles souhaitent de plus en plus évaluer leur finalité sociale et pour cela elles engagent de nouveaux processus démocratiques d'analyse et de mesure: l'audit social.

Qu'observe-t-on des initiatives solidaires? Une capacité de résistance, de résilience, et d'innovation orientée vers le progrès humain, l'invention et la redécouverte de modes de faire qui favorisent un entrepreneuriat collectif. Des objectifs de développement territorial et de coopérations mises en place contre les logiques de concurrence habituelles. Autant d'activités qui se déploient dans le domaine économique mais qui le dépassent largement en mettant au cœur de l'activité le sens d'un impact sociétal partagé. Comment exprimer ces modes de faire, comment traduire ce qui, dans les activités d'économie solidaire, permet de toujours se rappeler de mettre l'humain au centre?

Les méthodes d'audit social, créées par des acteurs et entreprises solidaires ont pour but de mieux appréhender les impacts des activités solidaires, et ce, en engageant un processus d'amélioration des pratiques et une appropriation continue et démocratique de la finalité sociale. Nous vous proposons de débattre autour de ces questions. Nous tenterons d'exprimer ensemble ces particularités qui font le sens de nos initiatives en matière économique, mais aussi dans la manière de vivre la gouvernance avec les parties prenantes internes et externes, ou de décliner des pratiques responsables sur un territoire.

CAPITALISATION, PLAIDOYER, ACTION - L'objectif est de travailler à la reconnaissance de l'économie solidaire dans l'espace européen - de l'affirmer positivement, et avec tout l'espoir dont il est porteur. Nous porterons un regard croisé sur les critères économiques, évidemment nécessaires, mais qui ne doivent pas être uniquement liés à une lecture strictement «financiarisée» des organisations ESS.

Nous vous proposons de partager nos pratiques et modes de faire et d'amorcer un travail de mise en commun pour exprimer nos valeurs et nos savoirs-faires solidaire. Notre souhait est:

- d'amorcer un espace d'échanges de pratiques solidaires au sein du RIPEES EUROPE
- former une voix collective pour les défendre
- et porter un projet commun de 2017 à 2020.

Atelier 4

Panorama de l'ESS en Europe

Facilitation: Josette Combes (MES), Françoise Wautiez (Socioeco)

Ce chantier engagé depuis plusieurs années a pour objectif de recueillir des données caractérisant les organismes et les initiatives de l'Économie sociale et solidaire en Europe.

Un questionnaire a été réalisé afin de recueillir les données utiles pour dresser ce panorama et contribuer à établir les caractéristiques propres à cette nouvelle façon d'entreprendre et d'organiser les relations économiques et sociales dans un monde en transition. Un certain nombre de réponses ont été recueillies mais leur exploitation reste difficile à cause de leur incomplétude ou de soucis de traduction. La partie consacrée au descriptif de l'activité est souvent peu à peu informée. Les résultats seront rapidement présentés grâce à un diaporama.

Une session de travail a été organisée à FLORENCE, du 4 au 6 mars 2016. Elle regroupait des membres français, grecs, italiens, portugais, espagnols et catalans, anglais et suisse. Ce temps de travail a été focalisé sur la mise en commun des outils et des approches et la réflexion sur les stratégies d'élargissement. Les conclusions essentielles concernant les besoins et les attentes des réseaux ont été les suivantes: **une définition commune de l'ESS**, affinée grâce au réseau, un **agenda des événements** organisés en Europe, notamment par les membres, un **retour vers les contributeurs** au Panorama sur les résultats, l'établissement de **critères d'interopérabilité** pour réaliser les synthèses cartographiques, la création d'un **format approprié à la communication des résultats**, le **partage de techniques de communication**, un descriptif des membres du réseau et une **plate-forme de liaison**.

En repartant de ces points, l'atelier sera consacré aux questions suivantes: comment améliorer le questionnaire pour qu'il soit mieux utilisé? Comment mettre en commun les différentes enquêtes menées sur les territoires? Quel type de recueil pour un descriptif plus fouillé des activités?

Atelier 5

Economie Solidaire, Agroécologie et Souveraineté Alimentaire: construire des passerelles et renforcer les solutions porteuses de transformation

Facilitation: Judith Hitchman (URGENCI)

Le Forum Nyéleni sur l'Agroécologie a eu lieu au Mali en février 2015. La Déclaration identifie clairement l'économie solidaire comme l'une des clés pour atteindre la souveraineté alimentaire. Il ne s'agit pas d'un ensemble de techniques de production ou de simples pratiques productives.

Les Partenariats Solidaires Locaux (Community Supported Agriculture) représentent l'un des principaux mouvements qui sert de passerelle entre la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire . Il existe aussi d'autres tendances émergentes qui mettent en lien les producteurs et les consommateurs par l'intermédiaire de chaînes de distribution alimentaire directes ou véritablement en circuits-courts: magasins coopératifs d'alimentation locale, magasins de collectifs de fermiers.

Cet atelier vise à examiner:

- Comment les différentes formes de partenariats locaux solidaires entre producteurs et consommateurs peuvent exercer une influence sur les décideurs politiques et travailler collectivement à l'élaboration de solutions concrètes au niveau territorial
- Assurer que les petits producteurs d'aliments puissent percevoir un revenu décent
- Garantir que les consommateurs aient accès à des aliments au haut contenu nutritionnel et sains à des prix abordables
- Comment ces initiatives locales entrent dans l'image d'ensemble que constitue l'économie solidaire et l'agroécologie.

Atelier 6

Lois de ESS et Politiques publiques européennes

Facilitation: Berenice Dondeyne (ADEPES), Laure Aufrere (UFISC)

La construction politique d'une Europe restreinte à une vision de marché unique mène aujourd'hui à une réduction de la démocratie et au repli sur soi. Les décisions néolibérales de restrictions budgétaires et d'intervention publique enferment les territoires dans une logique de privatisation et de financiarisation. Le principe de libre-échange concurrentiel domine avec la réglementation sur les aides d'Etat, la remise en cause du modèle social européen et la négociation a-démocratique des accords de libre-échange comme le CETA et le TAFTA, qui favorisent les principes d'arbitrage privé et de définition du cadre normatif par des experts.

Dans le même temps, la société civile s'organise, se mobilise sur les territoires comme au niveau européen et développe de nouvelles solidarités et coopérations. Les initiatives citoyennes d'économie solidaire tentent de ré-encadrer l'économie dans le politique et le social en inventant des solutions dans un monde en mouvement. Alliant économie plurielle et démocratie plurielle, elles ont des principes et des pratiques à défendre pour une autre construction politique européenne.

Les législations et programmes européens tant thématiques que plus transversaux commencent à prendre en compte l'économie sociale et solidaire, consolidée progressivement par des cadres législatifs et réglementaires internes aux pays. La récente déclaration de Strasbourg* pousse à favoriser des politiques pour un écosystème adapté et en soutien des initiatives. Les programmes européens des fonds structurels, de recherche ou de mobilité peuvent contribuer au soutien des initiatives. La législation sur les aides d'Etat s'assouplit.

Pour autant les différentes définitions utilisées - économie sociale, économie solidaire, entreprise sociale, entrepreneuriat social - recouvrent des conceptions économiques distinctes. Le terme entreprise sociale utilisé par la Commission européenne insiste essentiellement sur la *finalité sociale* pour définir une entreprise sociale et cette conception exclut une large partie des coopératives, des mutuelles, des associations et des fondations, à contrario par exemple de la loi française sur l'ESS. De plus, selon l'acceptation employée, des politiques publiques très différentes sont proposées et conduites.

Alors que la nouvelle stratégie européenne, d'après 2020, commence à se construire, quelles orientations l'économie solidaire peut-elle favoriser ? Quelles propositions pour des politiques européennes d'accompagnement des initiatives d'économie solidaire et des territoires ?

**Déclaration de Luxembourg - Feuille de route vers la création d'un écosystème plus complet pour les entreprises de l'économie sociale - <http://www.eu2015lu.eu/fr/actualites/communiqués/2015/12/04-declaration-luxembourg/index.html>*